



Lao Mong Hay

- **Le PPC : une Assemblée illégitime ? On s'en fiche !**
- **Si Hun Sen réussit le changement ...**
- **On manque d'argent ?
*emprunter à la Chine, émettre des bons du Trésor***

La Banque mondiale, le CDRI :

Bonnes perspectives de développement,
mais il est urgent de réformer !



**Nun Rithy, CEO *Bonna Realty*
situation de l'immobilier**

**Tourisme :
les derniers chiffres**

Pierre Bâti
**Fouilles
préventives à
Siem Reap**
2ème partie



TOUT SUR LE RIZ

A. Pouillès Duplaix *AFD*
Thon Virak *Greentrade*
David Van *Arpec*

Victor Jona, MIME
Situation et perspectives
de l'énergie électrique jusqu'en 2020
les sources d'énergie, le transport
les travaux en cours et prévus

Electrification rurale
réseau, mini-réseaux
Où en est le solaire ?

MIME, EDC, IED, AFD,
Comin Khmère

LIVRE

James C. Scott
ZOMIA ou l'art de ne pas être gouverné



LAO MONG HAY

CPP : on se débrouille tout seuls !

que l'on était toujours en contrôle, au pouvoir, on a recherché l'efficacité et on en a trop fait.

Illégitimité ? Pas de souci !

Et maintenant ? On se retrouve dans une situation déjà

Tocqueville disait bien « Ce n'est pas la force seule qui assoit un gouvernement nouveau; ce sont de bonnes lois. ». Là on a recouru à la force, et les

bonnes lois, manifestement, on s'en fiche.

Ce que l'on voit c'est que le parti au pouvoir continue à maintenir son pouvoir, bon gré mal gré, sans se soucier de personne ni de la légitimité de son pouvoir.

On avait d'abord reconnu des erreurs, on était tombé d'accord pour en discuter, pour régler les litiges, mais le pouvoir a abandonné cette trajectoire.

Résultat final : on crée une nouvelle Assemblée avec 68 députés, et un nouveau gouvernement.

On s'est ainsi fichu de la décision du Conseil Constitutionnel qui a dit en 2003, dans l'interprétation de l'article 76 sur le nombre des députés qui doivent être présents, que l'Assemblée nationale ne peut pas être créée sans au moins 120 députés sur 123.

Ainsi l'Assemblée Nationale n'est pas constitutionnelle, et le gouvernement n'est pas légal.

Le parti au pouvoir et ses supporters érudits ne se sont pas référés à cette décision du Conseil Constitutionnel mais à un amendement de 2006 concernant le quorum, qui requiert selon les cas la majorité absolue ou une majorité des deux-tiers des députés. Concernant l'ouverture de la nouvelle assemblée, on s'est référé au quorum du premier cas que 68 l'a bien dépassé.

Pourquoi tous ces barrages ?

La municipalité s'est trouvée assiégée par des barrages. On voulait protéger les institutions étrangères, l'Assemblée nationale, les institutions étatiques, le palais royal, les résidences. Mais la situation n'était pas si grave, ne justifiait pas de telles mesures, qui étaient arbitraires, qui n'étaient basées sur aucune loi - il n'y a pas de loi sur l'état d'urgence, sur le couvre-feu, il faut créer de telles lois-. Les barrages ont été catastrophiques pour la circulation, personne n'en avait été averti, il n'y a eu aucune annonce préalable et très peu de signalisation. Pourtant les barrages de barbelés avaient été préparés à l'avance! Ce sont les barrages qui ont créé les troubles. Un soir j'ai été devant le palais royal, dans la foule, et on m'en a fait dégager.

Non l'opposition n'est pas violente. Ces centaines de milliers de gens qui se sont réunis se sont très bien comportés, de façon très responsable. Il n'y a eu aucune violence – de leur part. Notre culture nous porte aux excès. du côté du pouvoir. On a voulu s'assurer

vécue. De 1979 à 1993 le régime était illégitime, et « on s'est débrouillé ». En 1997 après des événements violents, pour sanctionner une situation illégitime, la demande d'adhésion du Cambodge à l'ASEAN a été repoussée d'un an.

De sorte que l'illégitimité ne fait pas peur. Pas de souci, on se débrouille ! Le ministère des Affaires étrangères a déclaré que le gouvernement n'avait pas besoin du soutien des gouvernements étrangers. On aurait pu s'exprimer avec plus de diplomatie, expliquer « nous sommes souverains et indépendants, nous avons gagné les élections, le NEC l'a dit: le PPC a gagné ». Mais on a voulu faire preuve d'autorité pour assoir le pouvoir, montrer que le PPC est prêt à aller jusqu'au bout, à gouverner avec ou sans l'opposition. Mêmes dirigeants, même régime, « on se débrouille ! ».

Hun Sen : pas besoin de l'opposition !

Hun Sen a lancé un discours de réformes : combattre la corruption, tenir des forum publics ... très bien. Cette nouvelle stratégie est liée à l'opposition, mais le pouvoir veut s'attribuer le crédit des réformes annoncées « c'est nous qui en avons l'initiative. Nous allons répondre aux espoirs du public, satisfaire le peuple. Nous l'avons entendu et nous prenons des mesures ».

Le pouvoir veut ainsi récupérer le terrain qu'il a perdu. Il établit une feuille de route de 2 ans pour se réformer, pour retrouver la coopération du public grâce à de meilleurs services publics, plus efficaces. C'est le pouvoir qui en aura le crédit, pas l'opposition. « Nous ferons le travail tout seuls, pas besoin de l'opposition ! ». Le pouvoir reste toujours prêt à confier le travail secondaire à l'opposition du moment qu'il garde le pouvoir.

L'opposition: il lui reste le soutien populaire

L'opposition a bien compris cela : si elle l'accepte, c'est une reddition. Il lui reste le recours au soutien populaire, c'est là sa force. Si les députés de l'opposition peuvent vivre sans salaire, et s'il n'y a pas de répression violente, elle peut maintenir cette position. Elle pourrait faire beaucoup de choses, par exemple former un gouvernement parallèle.

L'idée d'un Congrès national est très intéressante, on pourra y soulever des questions pertinentes comme le problème foncier, au cas par cas, toutes les semaines ce serait une sorte de tribunal populaire. J'ai participé à un tribunal de cette sorte créé pour examiner le cas de répression des minorités en Birmanie.

Le pouvoir contrôle les médias, « l'armée de l'air », mais l'opposition a en somme « la force de l'infanterie », elle est sur



la manifestation du 15 septembre a réuni plusieurs dizaines de milliers de gens



le terrain, elle a le bouche à oreille. Les gens s'expriment maintenant, après les élections, beaucoup plus, sur tout ce qu'ils ont dû subir dans le passé.

Comment maintenir le mouvement ?

Comment maintenir le mouvement ? On peut imaginer des blocages de routes, en province, tout le monde en même temps pendant quelques heures ... on ne pourra pas les écraser ! Une station de télévision pour l'opposition ? Je n'y suis pas tellement favorable, cela augmenterait les antagonismes.

Dans un autre domaine : l'opposition a rédigé une pétition à l'intention des pays signataires des Accord de Paris, à l'occasion de leur anniversaire, et rassemble des empreintes, l'objectif est de 3 millions.

Si Hun Sen réussit le changement ...

Si le PPC arrive à montrer au peuple qu'il a vraiment changé, que les services publics rendent de meilleurs services, alors il aura tiré le tapis sous les pieds de l'opposition, il lui aura enlevé ses arguments. Les ONG se trouveront d'accord avec les autorités pour résoudre les problèmes locaux. Pour le pouvoir, devenir serviteur du peuple c'est un exercice très difficile mais c'est faisable ! « Si j'étais Hun Sen, j'adopterais la politique de salaire adéquat de l'opposition, et je pourrais imposer la discipline aux agents publics pour qu'ils servent mieux le peuple, leur maître ».

On manque d'argent : emprunter à la Chine, émettre des bons du Trésor

Les salaires : il n'est pas besoin de les augmenter d'un seul coup, mais par fractions, + 50 % par an par exemple. On manque d'argent ? On peut emprunter à la Chine. On peut payer une portion de salaire en bons de Trésor, une forme d'emprunt ou d'épargne obligatoire. Le système des bons du Trésor permet de payer mieux les fonctionnaires. On commencerait par les autorités loca-

les, les policiers, les fonctionnaires des communes, les enseignants des écoles primaires, ...

A Singapour par exemple existe une épargne obligatoire de 25 % des revenus pour financer les retraites. Une épargne personnelle, c'est une idée confucéenne. Cette épargne est utilisée, par exemple, pour construire des logements bon marché, des « HLM », avec de la discipline, avec des terrains de jeux, de sport, des boutiques à proximité, des cinémas, des cliniques, avec un accès facile à des moyens de transport à bon marché, avec bus, taxis, trains, ... Les gens voient alors que l'argent de cette épargne obligatoire est bien dépensé.

Le système des bons du Trésor est souple : on peut les vendre, les gager à la banque ... Avantages : il réalise un transfert important des riches aux pauvres et crée une injection de capitaux dans l'économie. Il apporte une meilleure répartition de la richesse, un lien social à la fois entre les riches et les pauvres et un rééquilibrage géographique entre les gens des villes et les ruraux.

Education—formation : plus d'ingénieurs et de techniciens !

Pour l'Education nationale, il est important de voir que l'on a besoin surtout d'ingénieurs et de techniciens beaucoup plus que de généralistes. Il faudrait multiplier l'Institut de Technologie du Cambodge, il faudrait créer une école polytechnique au moins par province. J'ai rencontré les autorités de l'Education à Dresde en Allemagne, qui m'ont dit que 30 % seulement des bacheliers sont orientés vers l'enseignement supérieur.

Au Cambodge, pour ces formations professionnelles il faudrait utiliser aussi les écoles privées existantes, qui forment trop de généralistes.

A Singapour on a nommé un économiste renommé ministre de l'Education nationale. C'est une bonne idée ! ■

Questions d'actualité

Nouvelle assemblée

Après les élections du 28 juillet, et la déclaration des résultats par le *National Election Committee* le 8 septembre, l'ouverture de l'Assemblée nationale a eu lieu le 23 septembre. La deuxième réunion de l'Assemblée, le 24 septembre, a nommé à l'unanimité de ses 68 députés Hun Sen Premier ministre, pour un cinquième mandat.

Le CNRP dont les 55 députés ont refusé d'assister aux séances, a dénoncé le 25 septembre tout ce processus comme illégal, en violation des articles 4 et 6 de la Constitution modifiée. Il estime que la nomination des président et vice-présidents de l'Assemblée ainsi que des présidents et vice-présidents des commissions parlementaires est illégale.

Des réformes, vite

Le Premier ministre est résolu à réaliser des réformes importantes. Le rapport du CDRI, *Cambodia Development Research Institute*, qui vient d'être publié insiste sur deux points principaux : - diminuer la pauvreté en portant les efforts sur l'éducation, la santé, les salaires, la protection sociale; - et pratiquer la démocratie : faire participer davantage les citoyens aux décisions, diminuer les décisions arbitraires, accroître la transparence, appliquer la loi.

Le CDRI est assez alarmiste : sans ces réformes, les grands progrès accomplis depuis 20 ans pourraient se trouver perdus.

Le rapport du CDRI est proche de celui de la Banque mondiale (*p. suivante*) : - il reconnaît les remarquables progrès effectués depuis 20 ans; - il est confiant dans le potentiel de développement du Cambodge; - mais il met en garde : il faut réformer en profondeur.

Réformer le NEC ? Plus tard

Il a été décidé lors de la rencontre entre CPP et CNRP du 16 septembre que les deux partis formeront un mécanisme

commun pour réformer le NEC et le processus électoral pour les prochaines législatives de 2018. Ce n'est qu'une très petite concession du CPP puisqu'il s'agit de discussions à venir, sans date fixée. En attendant, il n'est plus question d'une commission d'enquête sur les élections du 28 juillet.

Ministres et ministères

Plusieurs changements marquent la formation du nouveau gouvernement. **Aun Porn Moniroth** devient ministre des Finances et de l'Economie en remplacement de Keat Chhon. Le ministre du Commerce **Cham Prasith** devient ministre de l'Industrie, de l'Energie et des Mines; il est remplacé au ministère du Commerce par **Sun Chanthol**; **Ouk Rabun** devient ministre de l'Agriculture en remplacement de Chan Sarun; **Hang Chuan Naron** devient ministre de l'Education, de la Jeunesse et des Sports, en remplacement de Im Sethy; **Prak Sokhon** devient ministre des Postes et télécommunications en remplacement de So Khun; Mok Mareth est remplacé au ministère de l'Environnement par **Say Sam Ai**; **Vong Savuth** devient ministre des Affaires sociales; **Ith Sam Heng** devient ministre du Travail; Madame **Phoeung Sakona** devient ministre de la Culture et des Beaux Arts en remplacement de Him Chen. **Pich Bunthin** est ministre du nouveau ministère de la Fonction Publique.

Que les bailleurs de fonds arrêtent d'aider le Cambodge ?

C'est ce que leur demande Sam Rainsy considérant le gouvernement comme illégitime. Même s'ils n'approuvent pas les élections, les bailleurs de fonds ne suivront sans doute pas cette demande qui ferait plus de tort aux Cambodgiens qu'au gouvernement.

Les inondations :

Aux dernières nouvelles le 8 octobre les inondations ont fait 83 morts dont 34 enfants. Plus de 10 000 familles ont été évacuées dans 16 provinces. 670 écoles et 47 dispensaires sont inondés. ■

prévisions de la Banque mondiale

Asie de l'Est, Cambodge

La zone **Asie-Pacifique** continue à tirer l'économie globale, contribuant pour 40 % à la croissance mondiale, plus qu'aucune autre zone, écrit la Banque mondiale dans son rapport bi-annuel qui vient d'être rendu public.

Avec l'accélération actuelle est venu le temps où les pays en développement doivent réaliser des réformes structurelles et de politique économique pour soutenir la croissance, réduire la pauvreté et améliorer la vie des pauvres et des vulnérables

La croissance des pays en développement de la région Asie Pacifique devrait atteindre 7,1 % en 2013 et 7,2 % en 2014.

Tourisme en août : + 16,4 %

C'est une bonne progression, même si elle est un peu inférieure à celle des mois précédents (+ 19 % pour les 7 premiers mois).

Les visiteurs les plus nombreux sont toujours les **Vietnamiens** (584 862 en août, + 12,4 %), suivis des **Chinois**, 305 549, en augmentation de 47,2 %, ils prennent la seconde place aux **Coréens** (296 497, en augmentation de 3,2 %). Suivent sans surprise les **Laotiens** (+ 73,4 %), les **Thaïlandais**, les **Japonais**, les **Américains**, les **Français**, les **Britanniques**, les **Malaisiens**, ...

Les arrivées les plus nombreuses sont à Siem Reap, 51,7 % du total, Phnom Penh et les autres points d'arrivée représentant 48,3%. Les chiffres montrent que les arrivées à Siem Reap ont beaucoup moins augmenté (+ 4,9 %) que les arrivées à Phnom Penh et autres points (+ 38,3 %).

Les arrivées par avion, 1 307 769, ont été 47,2 % du total (27,6 % pour Siem Reap International Airport et 19,5 % pour Phnom Penh Int. Airport); les arrivées par la route, 1 419 430 ont été 51,2 % du total (progression 21,5 %); par bateau 46 225 (-13,7 %). Source Ministère du Tourisme Statistics departement

CONCENTRÉ D'IT !



Applications dédiées
Développement web

Système d'intégration
Audit formation conseil

POC Building, #184, st. 217 (Monireth) 6ème étage, Phnom Penh
Tél: 012 213 360 / 011 373 345 / contact@khmerdev.com
www.khmerdev.com

En Chine la croissance devrait atteindre 7,5 % cette année, comme officiellement prévu. Les perspectives à court terme s'améliorent avec l'augmentation de la production industrielle au troisième trimestre.

La croissance devrait atteindre 7,7 % en 2014 mais reste le risque qu'avec la restructuration de l'économie chinoise, qui passe d'une économie fondée sur l'exportation à une économie plus centrée sur la demande intérieure, un ralentissement des investissements n'entraîne des effets néfastes pour les producteurs de matières premières industrielles à destination de la Chine.

Cambodge : + 7 % en 2013, en 2014 et en 2015

L'économie reste robuste dans un environnement global difficile et l'objectif d'une croissance de 7 % en 2013 devrait être atteint estime la Banque mondiale.

L'économie du Cambodge est tirée par l'exportation, et le secteur agricole y a contribué (surtout le riz, dont la production augmente grâce à l'augmentation des surfaces et à l'irrigation) ainsi que la confection qui a su s'adapter aux marchés (plutôt bas de gamme à destination des Etats-Unis, et haut de gamme à destination de l'Europe), que la construction qui repart, et que le solide secteur du tourisme qui diversifie les régions d'origine des touristes.

L'avenir cependant comporte des risques. On voit mal quels vont être les conséquences de la situation post-électorale sur les investissements (FDI) et sur la croissance, même avec l'amélioration de la situation extérieure.

La croissance économique a été forte pendant les quelques années passées, ce qui a permis une impressionnante réduction de la pauvreté, passée de 50 % à environ 20 % en 2011. Mais observe Alassane Sow directeur de la Banque mondiale au Cambodge, 50 % environ de la population reste vulnérable aux chocs économiques qui pourraient les renvoyer à la pauvreté restée très proche. Cette pauvreté est essentiellement un phénomène rural, 90 % des pauvres sont dans les campagnes.

Le déficit courant est passé à 10,1 % du PNB en 2012, l'augmentation des importations venant principalement des carburants, des véhicules et des matériaux de construction.

Le surplus du compte en capitaux s'est substantiellement accru, grâce à l'augmentation des investissements étrangers directs qui ont atteint 1,4 milliard de dollars en 2012 et ont continué à augmenter en 2013 malgré la période électorale (à la différence de ce qu'on avait vu lors des précédentes élections). Les réserves nationales ont atteint 3,6 milliards de dollars en juin, soit 3,7 mois d'importations.

L'index des prix à la consommation s'est amélioré, passant de 4,9 % en 2011 à 2,5 % fin 2012, grâce notamment à la stabilisation des prix des denrées alimentaires qui représentent 43 % des biens de consommation. On prévoit que le taux d'inflation restera faible dans le court terme.

Le taux de change est resté stable (4062 riels pour un dollar en juin). La bancarisation continue, de plus en plus de banques entrent sur le marché, ce qui augmente l'efficacité mais rend le contrôle du secteur plus difficile. Le volume du crédit a augmenté de 30 % d'une année à l'autre, le secteur agricole recevant 570 millions de dollars, soit 10 % du total.

Le revenu intérieur a continué à augmenter, de 9,6 % pour les 5 premiers mois, mais moins rapidement qu'en 2012 (+ 24,7 %). Il atteindrait 14,2 % du PNB en 2013, 14,5 % en 2014, 14,8 % en 2015. Malgré une forte amélioration il reste beaucoup de progrès à faire pour les revenus intérieurs et pour l'efficacité des dépenses. Le gouvernement dépend des bailleurs de fonds à hauteur de 80 % du total des investissements publics.

Pour les années qui viennent, la Banque mondiale prévoit une croissance stable de 7 % par an.

Les **FDI** passeraient de 1,45 milliard de dollars en 2013 à 1,62 en 2014 et 1,74 en 2015. **Les exportations** de 6,9 milliards de dollars en 2013 à 7,7 en 2015 et 9,1 en 2015. **Les exportations de la confection** augmenteraient de 18 % en 2013, de 15,5 % en 2014 et de 20 % en 2015. **Le crédit intérieur** augmenterait de 28 % en 2013, de 25 % en 2014 et de 25 % en 2015.

IMMOBILIER

Nun Rithy, CEO *Bonna Realty*

Oui il y a actuellement trop de bureaux, plus d'offre que de demande, c'est que les investisseurs comptent sur une forte augmentation de la demande qui viendra du développement économique et de la formation du marché commun de l'ASEAN en 2015.

La demande a augmenté de 5 à 10 % au 2ème trimestre comparé au premier. Elle a été satisfaite à 80 %.

L'offre de bureaux est en 2013 de plus de 300 000 m² et elle augmente avec la Gold tower, la tour Vattanak, la Royal tower, le building du bd. Norodom, les buildings sur Koh Pich, et d'autres. Mais il est bien possible qu'avec le développement économique on manque de bureaux dans quelques années.

C'est un phénomène cyclique : actuellement on manque de chambres d'hôtel par exemple.

Répartition de l'offre de bureaux à louer selon la surface et la qualité :

Qualité A	25 %	15—30 \$ / m ²
B	56 %	10—20 \$ / m ²
C	3 %	5 à 10 \$ / m ²

Non classé 15 % id^e.
aux environs de PP : de 3 à 4 \$ / m²

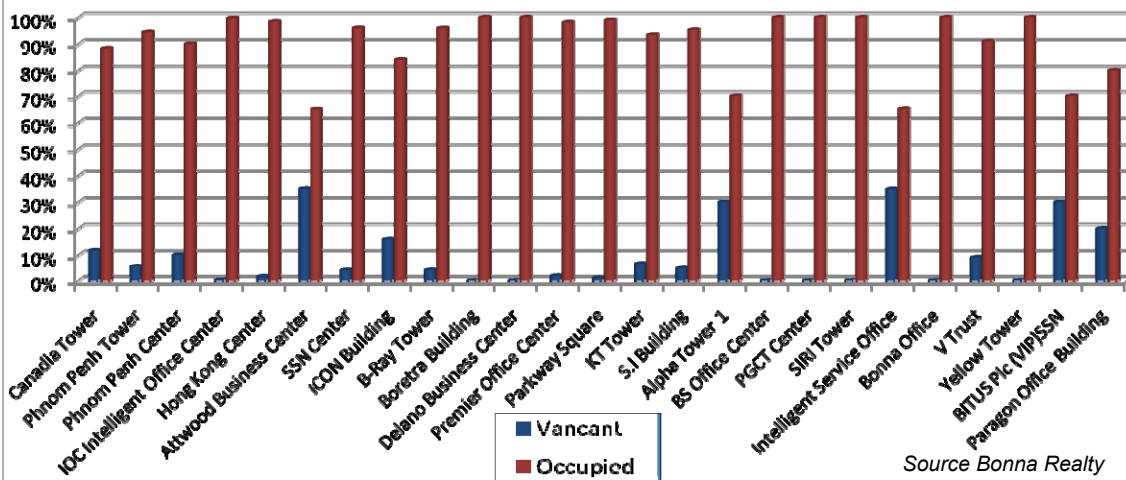
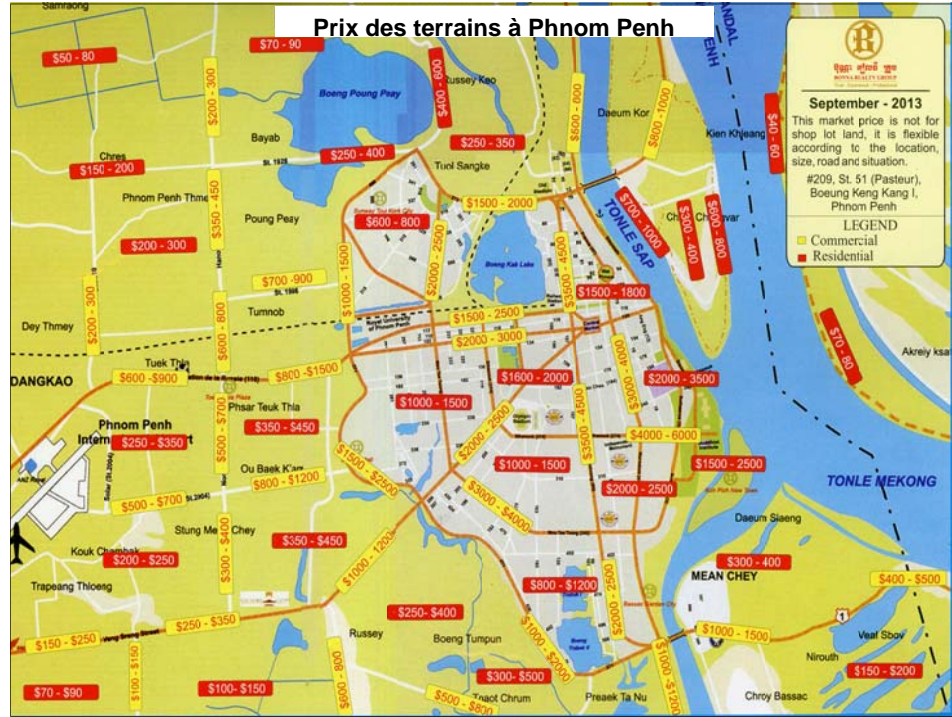
Dans la qualité entrent plusieurs facteurs : la localisation, la qualité de l'immeuble, les places de parking ... Ces prix ne comprennent pas l'équipement des bureaux ni la consommation d'électricité. Exemples de qualité A : *Vattanak, Canadia, Hong Kong*

Center ...

Les prix ont monté en un an de 5 à 10 %.

Appartements : il y a beaucoup de demande, de Cambodgiens et surtout d'étrangers qui achètent des appartements dans des condos parce qu'ils ne peuvent pas acheter des villas (rien au niveau du sol), et que les prix sont encore relativement peu élevés.

La crise politique a finalement peu d'effets, beaucoup moins que celle d'il y a 5 ans; La confiance est revenue, on pense que le gouvernement va faire appliquer la loi et les règlements.



On voit que les taux d'occupation des tours de bureaux sont élevés. La plupart se situent entre 90 et 100 %.

On peut comparer ce graphique qui traduit la situation actuelle (septembre 2013) avec celui paru en février dernier (cn 316) et constater que les taux d'occupation en six mois ont beaucoup progressé.



Local experience Regional expertise

www.cominasiagroup.com

- Equipment supply
- Turn-key projects
- Multitechnical after sales services



Tout sur le RIZ

L'inauguration fin septembre de la rizerie très performante *Golden Rice* financée par l'AFD est l'occasion de faire le point sur le secteur de la riziculture et des exportations de riz qui connaissent une croissance spectaculaire. Nous donnons ci-dessous la synthèse d'informations recueillies après des professionnels, notamment Thon Virak président de *Green Trade*, directeur de *Cavifoods Cy*, David Van, secrétaire général adjoint de l'ARPEC, *Alliance of Rice Producers and Exporters in Cambodia* et plusieurs autres organismes professionnels notamment l'AFD *Agence Française de Développement* qui consacre 3,5 millions d'euros de subventions sur 3 ans à la filière riz (voir A. Pouillès Duplaix « Aider la filière Riz », *cn 309*)

Thon Virak

Grands progrès de la filière riz, mais des faiblesses

La production de paddy atteint maintenant environ 9 millions de tonnes, un très beau résultat qui laisse, au-delà de la consommation intérieure, un surplus d'environ 4 millions de tonnes de paddy.

Grâce aux grands progrès de la filière, les exportations de riz augmentent à grande allure, nous dit M. Thon Virak, président de *Green Trade, Cavifoods Cy*.

Pour les 8 premiers mois les exportations ont atteint 236 728 tonnes, c'est-à-dire nettement plus que celles de toute l'année 2012. Et les mois qui viennent, période de récoltes, sont les plus productifs. On pourrait atteindre 400 000 tonnes exportées pour toute l'année 2013, deux fois plus qu'en 2012, estime M. Thon Virak.

L'objectif d'exporter un million de tonnes en 2015 ? « *Il n'est pas inatteignable, on pourrait en être proches* ».

Toute la filière riz contribue à ces progrès. Ainsi la capacité des usines de traitement, le décorticage qui transforme le paddy en riz, ne pose plus de problème. Il existe maintenant 35 rizeries de forte capacité, performantes, et il existe encore plusieurs

projets de grande envergure qui seront en activité en 2014.

Les difficultés qui subsistent sont ailleurs :

- les qualités de riz sont trop diverses. Les acheteurs s'y perdent. Il faudrait simplifier toutes ces catégories.
- le séchage reste imparfait
- le stockage doit être modernisé
- la logistique pose encore problème. Le train entre Phnom Penh et Sihanoukville représente un progrès, non pour le coût, qui est à peu près le même que le transport par camions, mais le train transporte 50 containers en un seul convoi, c'est beaucoup plus que le transport routier.

La faiblesse pour la logistique vient des containers, qui dans leur majorité n'ont pas les rigoureuses qualités requises.

La commercialisation du riz est facilitée par la forte demande extérieure. On vend du paddy en surplus (mal séché) à la Thaïlande, au Vietnam ... Mais l'essentiel est évidemment l'exportation de riz de haute qualité. On compte actuellement 70 organismes qui vendent du riz cambodgien, qu'ils soient intermédiaires ou qu'il s'agisse de rizeries.

Les acheteurs : on en dénombre 51 pour les premiers mois de 2013 (voir tableau).



Photo c.n.

Le riz cambodgien: grands succès, grands problèmes

David Van

Succès, mais l'itinéraire est miné !

Le problèmes des variétés de riz

Il y a des progrès dans ce domaine. L'*Institut du Standard du Cambodge* (ISC) a établi un standard en octobre 2012, qui vient d'être finalisé en août, après consultations entre les organismes étatiques concernés et le secteur privé du riz. Ce standard ne représente que les variétés dont le ministère de l'Agriculture et CARDI pensent qu'on peut les cultiver sur le sol cambodgien.

Il y a en tout pour l'instant 10 variétés mais parmi ces variétés le marché exportateur n'en requiert que 3, maximum, considérées comme exportables pour obtenir une économie d'échelle au niveau de la culture.. Les autres variétés produites ont un rendement tellement faible qu'elles ne sont pas commercialement fiables pour l'export, elles ne sont pas demandées par les acheteurs internationaux.

Il faut à long terme que l'on attaque le problème en amont c'est-à-dire améliorer la pureté des graines (*seeds purity*) pour sauvegarder les variétés valables, surtout le riz parfumé cambodgien car c'est uniquement dans ce domaine que le Cambodge peut encore faire face à la concurrence sauvage de l'extérieur. Notre Riz blanc normal (*Long Grain White Rice*) n'est absolument pas compétitif en prix par rapport aux exportateurs régionaux tels que le Vietnam et surtout maintenant la Birmanie (*voir tableau des exportations par catégories p. suivante*).

Notre concurrent c'est la Birmanie

J'ai à maintes reprises alerté les autorités sur la montée de la concurrence Birmane qui est notre concurrent direct -et non pas le Vietnam ni la Thaïlande- vu que la Birmanie, en tant que LDC, obtient maintenant (depuis juin 2013) les mêmes bénéfices d'importation détaxée vers l'U.E.

Le 5% LGWR Birman est coté bien plus bas (USD 380/Tonne FOB Rangoun) que le Cambodgien (USD 430/Tonne FOB Sihanoukville).

Et en supplément de tout ça, la logistique en Birmanie est bien moins coûteuse.

Le coût du transport au Cambodge

Du centre de production de riz en Birmanie région Irrawady jusqu'à Rangoun (le port) la distance est de plus de 800 km mais le coût de transport n'est que de USD 8/Tonne; au Cambodge où la distance entre Phnom Penh et Sihanoukville est de 230 km seulement, le coût de transport et des frais de documentation, tout compris, est de l'ordre de USD 28/MT !!!

Et encore n'est pas inclus dans ces frais le coût de transport de la rizerie située à Battambang jusqu'à Phnom Penh, qui est en moyenne de USD 15/Tonne.

Le coût du transport maritime entre Rangoun et Rotterdam n'est que USD 52/Tonne et la durée de voyage est de 25 jours en comparaison avec le coût du transport maritime Sihanoukville - Rotterdam : USD

75/Tonne avec une durée de voyage de 35 jours.

S'y ajoute encore le coût de l'électricité en Birmanie qui est le dixième de ce qu'il est au Cambodge.

Le seul coût plus élevé en Birmanie qu'au Cambodge est le coût du travail.

Attention au riz parfumé birman !

Il faut bien voir aussi que les Thaïs ont investi dans la riziculture Birmane et ont commencé de planter leur Riz Parfumé *Premium Hom Mali* en Birmanie. Lorsque ce riz *Hom Mali* Thaï cultivé en Birmanie sera exporté, vers 2ème semestre 2014, ils l'exporteront au prix de USD 750/Tonne FOB Rangoun comparé en Thaïlande de USD 1050/Tonne FOB Bangkok et le Riz Parfumé *Phkar Malis* Cambodgien de USD 950/Tonne FOB Sihanoukville.

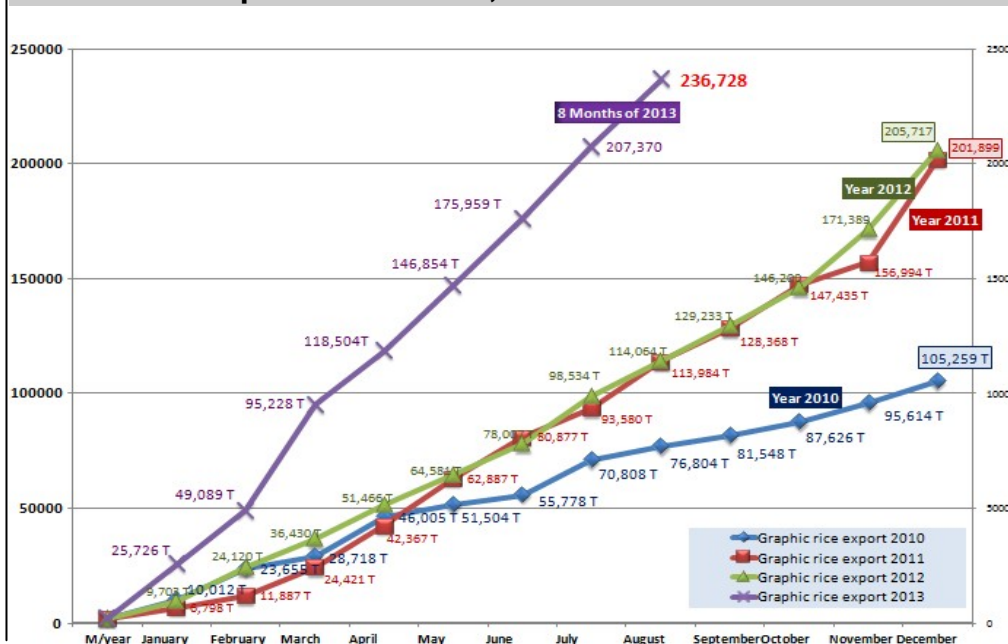
Voilà pourquoi je pense qu'il est extrêmement urgent que le gouvernement Cambodgien se réveille et prenne des mesures d'urgence pour améliorer le secteur du riz local.

Les organismes professionnels

Le TWG9 (*Technical Working Group* no 9 pour le secteur du

**variétés de riz,
Conditions douanières
coût des transports
et de l'électricité,
le concurrent
c'est la Birmanie**

Exportations de riz, 2010 — 8 mois 2013



**Les acheteurs de riz
8 mois 2013
millions de tonnes**

Pologne	37,9
France	36,4
Malaisie	28,7
Thaïlande	23,0
Chine	14,6
Pays bas	13,8
Espagne	8,3
Grande Bretagne	8,1
Gabon	7,2
Allemagne	6,9
Italie	6,4
Belgique	5,1
Répub Tchécós	4,3
Bulgarie	4,1
Portugal	3,2
Russie ...	2,5

TOUT SUR LE RIZ

Riz) créé par le Premier Ministre en novembre 2011 ne s'est réuni que moins de 5 fois officiellement et jusqu'à maintenant rien de concret n'est réalisé. Donc ce groupe de travail est à réformer pour être plus efficace et performant.

Les organismes professionnels pullulent depuis des années mais la majorité d'entre eux n'ont pas beaucoup d'activités en substance. Les bailleurs de fonds s'efforcent de renforcer les capacités du FCRE. Créé par le Ministère du Commerce il y a un an, il représente en principe le riz cambodgien, mais ses activités sont encore faibles. On peut consulter son site internet (<http://www.fedocrex.com>) mais dit David Van on peut consulter aussi celui de mon association, *Cambodia Rice Exporters Association*, ARPEC (<http://cambodiarice-exporters.org/en/>).

L'ARPEC compte parmi ses membres 9 associations provinciales de décortiqueurs de riz, des distributeurs d'engrais, des compagnies de transport, des institutions financières, des exportateurs et des commerçants.

Proparco : nouveau prêt à Golden Rice

Proparco, filiale de l'AFD, *Agence Française de développement*, spécialisée dans le financement du secteur privé, a signé le 24 septembre un prêt de 10 MUSD sur 5 ans avec *Golden Rice*, premier exportateur de riz jasmin au Cambodge. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de M. l'Ambassadeur de France Serge Mostura et Sok Hach, Président de *Golden Rice*.

Société spécialisée dans l'usinage et l'exportation de riz jasmin, un riz parfumé de luxe, *Golden Rice* a une capacité d'usinage de 200 000 tonnes de paddy par an. En 2009, un premier prêt de 7 MUSD avait été octroyé à *Golden Rice*.

« Nous allons continuer notre expansion vers de nouveaux marchés, renforcer notre présence en France, notre premier marché historique, ainsi qu'en Europe, et nous avons aussi acquis une certaine maturité qui nous permettra d'entrer sur les marchés asiatiques et africains » a déclaré M. Sok Hach.

L' AFD : Promouvoir le riz cambodgien

Ce financement, qui marque la 11^{ème} intervention de Proparco au Cambodge, vient compléter un projet d'appui à la commercialisation du riz cambodgien mené par l'AFD. Ce projet, lancé en 2012 et financé par une subvention de 3,5 millions d'euros, a vocation à promouvoir le secteur du riz cambodgien grâce à la mise en place d'une organisation professionnelle regroupant les producteurs, les usiniers et les exportateurs, la définition de standards internationaux pour le riz cambodgien, la promotion de projets d'agriculture contractuelle et le soutien à la Banque de développement rural dans le financement de l'agriculture.

Rappelons que l'AFD, active au Cambodge depuis 1993, a consacré en 20 ans plus de 270 millions d'euros au développement du Cambodge, dont 43 % aux infrastructures, 34 % à l'agriculture (polders de Prey Nup etc) ... L'AFD finance actuellement un projet de réhabilitation de périmètres irrigués bénéficiant aux rizicultures: 11 réseaux d'irrigation couvrant environ 11 000 ha et réhabilitation d'environ 30 preks couvrant environ 4 000 ha de rizières. (*voir cn 315, 319*).

L'AFD soutient d'autre part la **commercialisation du riz** dans 5 domaines : - organisation du secteur (capacité productive, accès au crédit ...); - certification de la qualité (création d'un label); - promotion des contrats de production, implication des producteurs dans des systèmes collectifs de collecte, séchage, transport, stockage; - renforcement de la Banque de développement rural; - organisation des organismes concernés. Durée du projet : 2012—2015.

Voir A. Pouillès-Duplaix « le soutien à la filière riz », *cn 309*



Exportations de riz, par variétés 8 mois 2013 millions de tonnes

Phka malis riz jasmin	94 278
Long grain white rice	125 658
Neang Malis	10 448
Somaly white rice	3 713
Sen Kro Oub rice et neang khun	2 367
Ginger white rice	264
Total	236 728

L' AIF, un Fonds d'investissement pour la riziculture

L'AIF, *Agriculture Investment Fund*, créé en août 2013 par 10 actionnaires, professionnels expérimentés, a pour objectif d'aider les divers acteurs de la riziculture à financer leurs projets, nous dit David Van (ARPEC).

Le système bancaire répond mal aux besoins de financement des segments intermédiaire et supérieur de la filière. 6 % seulement des prêts des banques concernent l'agriculture et les activités liées (culture, collecte du paddy, équipements et machines, coopératives, décortilage, commercialisation ...), et il s'agit le plus souvent de prêts à court terme.

Les 10 membres fondateurs ont chacun 10 000 parts de 10 dollars. L'AIF estime qu'elle connaîtra un succès rapide et sera rentable dans un délai d'un an. Elle prévoit que ses prêts atteindront 30 millions de dollars dans un délai de 5 ans, que ses membres seront alors plus de 23 000.

L'AIF prévoit le montant et la durée des prêts selon les diverses catégories d'emprunteurs. La part la plus importante des prêts ira aux coopératives, suivies des *revolving loans* (décortilage et commercialisation), des *farming loans* et des prêts aux équipements et machines.

Rizeries : quelle énergie ? Et quels prix ?

Sur 97 rizeries prises en compte par SNV en 2012 dans les provinces de Banteay Meanchey, Siemreap, Kompong Cham, Kompong Thom, Prey Veng, Kandal et Kompong Speu :

- 83 utilisaient leur propre générateur diesel
- 8 le réseau national
- 6 une combinaison des deux

Sur 203 rizeries dans les mêmes 7 provinces 43 avaient un gazificateur. 163 n'en avaient pas.

Prix comparés dans les SEZ

- le long des frontières avec la Thaïlande et le Vietnam
 - À Poipet 0,12 \$ / kwh (480 riels)
 - À Bavet 0,1265 / kwh (770 riels)
- à Phnom Penh 0,193 \$ / kwh (1 100 riels)
- à Sihanoukville 0,25 - 0,28 \$ / kwh (900 riels)
(source Ernst and Young Shinnihon)

Générateur diesel : 0,23 \$ / kwh (sans la dépréciation ni l'entretien).

Prix comparés dans les provinces pour les rizeries et autres usines

Banteay Meanchey	0,25 \$ / kwh	1 000 riels
Siem Reap	0,21 \$ / kwh	820
Battambang	0,25 \$ / kwh	1 000
Pursat	0,40 \$ / kwh	1 600
Svay Rieng	0,16 \$ / kwh	650
Kandal	0,28 \$ / kwh	1 100
Kompong Cham	0,33 \$ / kwh	1 300
Prey Veng	0,26 \$ / kwh	1 050
Takeo	0,24 \$ / kwh	950

Vers l'agriculture contractuelle

Parmi les actions entreprises par l'AFD et la Proparco en faveur de la filière riz : introduire au Cambodge l' « agriculture contractuelle ».

« On va faire un test sur quelques groupements de producteurs, dans les provinces de Battambang, Siem Reap ou Pursat, pour qu'ils fassent de la commercialisation primaire de paddy. On aide ces producteurs à améliorer l'infrastructure, la qualité, le stockage, les outils de « warrantage » de façon que le système bancaire octroie du crédit en fonction de la garantie que constitue le stock de riz. Ce stock de riz, certifié par un organisme indépendant, a une grande valeur, il sert de garantie au fonds de roulement accordé par le système bancaire.

Ainsi le producteur rizier touche tout de suite l'argent des banquiers, et vend sa production quand il le veut.

Ce système d'agriculture contractuelle existe déjà dans de nombreux pays. Au Cambodge il est pratiqué par *British American Tobacco*. Mais le riz est la première filière qui fasse l'objet d'une stratégie à l'échelle nationale. Le Premier ministre l'a approuvé dès 2010. Tous les bailleurs de fonds, les banques, les ONG s'intéressent à cette formule s'agriculture contractuelle. (voir cn 309).

Mesures pour améliorer la filière

mesures à court terme

- Investir dans l'irrigation
- Diffuser les meilleures technologies
- Promouvoir le secteur privé
- Répondre aux besoins de financement
- Simplifier les procédures à l'exportation
- Diminuer les « coûts informels »

mesures à moyen et long terme

- Améliorer la compétitivité

(source Arpec)

La question des transports Utiliser la voie d'eau !

Partout dans le monde, fait observer David Van, le coût des transports est, par ordre décroissant :

- par voie d'eau, soit fluviale soit maritime
- par le train
- par camions
- par avion

Au Vietnam, les rizeries sont situées le plus souvent le long des estuaires le riz est transporté par voie d'eau jusqu'au port de Cai Mep ou celui d'Ho Chi Minh et le coût du transport est de 3 dollars par tonne.

Au Cambodge le riz est transporté par camion de Phnom Penh à Sihanoukville le coût est en moyenne de 15 à 17 dollars par tonne.

Il existe un transport par barges entre le port de Phnom Penh et celui d'Ho Chi Minh, le coût est d'environ 14 \$ par tonne. En Thaïlande, le coût, pour la même distance, est de 4 dollars la tonne seulement.

A quoi sont dues ces fortes différences ?

D'une part *au monopole de l'Etat cambodgien* sur le transport par voie d'eau. Il impose de lourdes charges aux barges et aux bateaux. Il n'autorise pas l'activité d'autres compagnies compétitives. Le coût des services portuaires est trop élevé.

D'autre part *à la faiblesse des infrastructures* : il faut créer le long des voies d'eau des ports où seront collectés les biens à transporter. En commencer par les localiser et les aménager (dragages ...).

Des propriétaires de bateaux sont disposés à les adapter aux ports cambodgiens, mais ils se plaignent des tarifs et des services portuaires, qui devraient être compétitifs vis-à-vis des autres ports de la région.

Une bonne politique des transports devrait comporter

- l'amélioration du transport par voie d'eau
- la réhabilitation de la voie ferrée Poipet—Battambang
- l'augmentation de la capacité des ports de Phnom Penh, Sihanoukville et Kampot. Ces opérations-là sont en cours.

Le nouveau port de Phnom Penh, opérationnel depuis janvier 2013, peut recevoir des bateaux de 4000 DWT; on prévoit 15 000 DWT en 2015 après dragages dans le delta côté vietnamien et augmentation de l'équipement du port. Les exportations de riz et manioc ensemble à partir du port de Phnom Penh sont passées de 11000 t en 2011 à 16 000 en 2012.

Pour *le port de Sihanoukville*, il pourra recevoir des bateaux de 25 000 DWT en 2015.

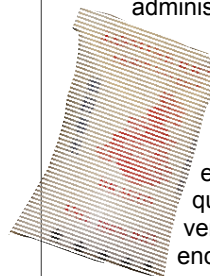
Transports :

un projet Kompong Cham — Shekou (Chine)

A partir de Tonle Bet (à l'extrémité Est du pont de Kompong Cham), le fret serait transporté par containers chargés sur des barges jusqu'à Phnom Penh et de là jusqu'à Shekou (Chine du sud). Chaque barge transporterait de 30 à 45 containers. Le coût serait de 160 \$ par container jusqu'à Phnom Penh; de 350 \$ par container jusqu'à Shekou. Et 300 \$ par container pour les frais administratifs.

Soit un total par ce système de 32,40 \$ par tonne (25 t de riz par container de 20') jusqu'à Shekou, à comparer avec environ 53 \$ par tonne en passant par Sihanoukville.

Naturellement ce nouveau système est encore loin d'être opérationnel. Tonle Bet, qui pourrait recevoir beaucoup de denrées venant des provinces de l'Est et du Nord est encore loin d'être un « hub » !



L'Énergie électrique au Cambodge

situation, perspectives jusqu'en 2020

Victor Jona

Directeur général adjt Ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines

Dans un exposé à l'ambassade de France, à l'occasion de la visite au Cambodge de sociétés françaises spécialistes de l'énergie électrique, M. Victor Jona, du MIME, a exposé l'état actuel de la question et les perspectives concernant la consommation, les sources d'énergie électrique, et leur évolution jusqu'en 2020.

La demande, liée au développement économique, augmente très rapidement. De 2002 à 2012, elle a augmenté de 17,2 % en moyenne; à Phnom Penh de 19 % par an.

De 2011 à 2012 la consommation par habitant est passée de 197,5 kwh à 247,5 kwh.

Les quantités disponibles d'électricité ont augmenté elles aussi dans des proportions considérables : le pic (maximum disponible) est passé de 635 MW en 2011 à 753 MW en 2012, la consommation maximale de Phnom Penh atteignant environ 435 MW.

Et pourtant le taux d'électrification des foyers n'était encore en 2012 que de 39 %. Alors qu'à Phnom Penh pratiquement tous les foyers ont l'électricité, le taux d'équipement dans les zones rurales n'est que de 24 %.

Il faut donc faire de considérables efforts pour :

- augmenter les quantités d'électricité disponibles de façon à répondre à la demande; - et développer l'électrification rurale très retardataire.

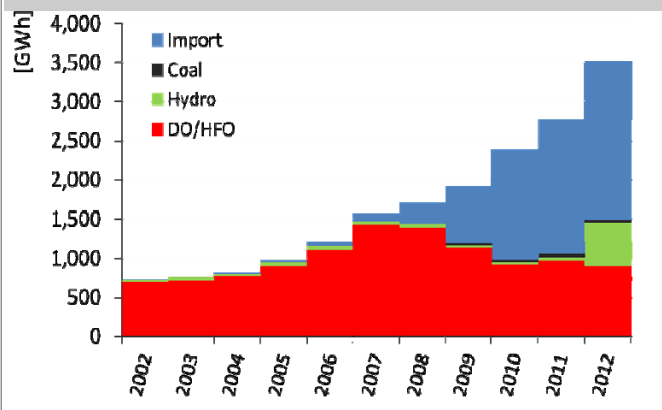
Les objectifs ont été fixés :

- 100 % des villages auront l'électricité, de sources diverses en 2020.
- au moins 70 % de tous les foyers auront de l'électricité de "qualité réseau" en 2030

D'où vient l'électricité ?

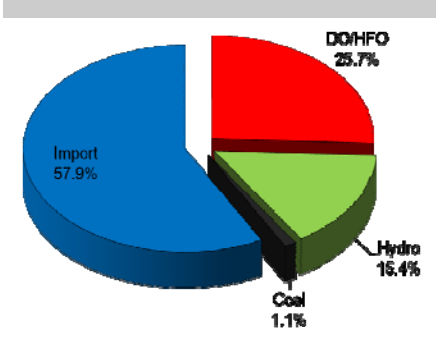
Pour nettement plus de la moitié, 58 % en 2012, environ 367 MW, en augmentation de 28 % en un an, il s'agit d'électricité importée du Vietnam, de Thaïlande et du Laos.

Évolution de l'approvisionnement en électricité 2002—2012



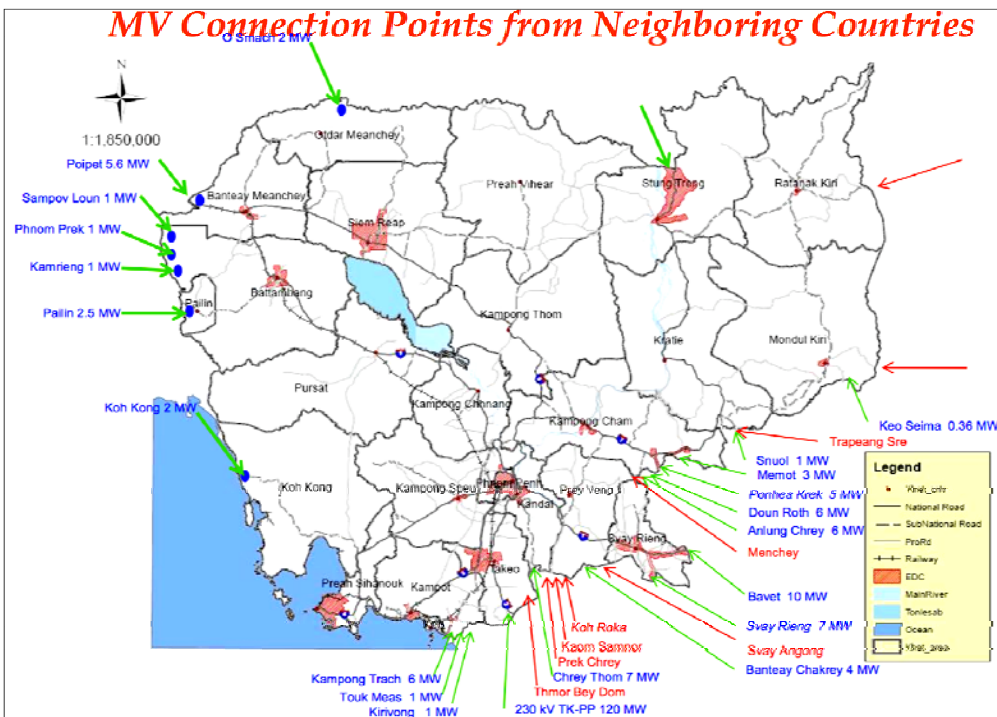
Pour 25,7 % de générateurs utilisant du fuel ou du diesel, c'est à dire des carburants importés aussi. Pour 15,4 % de barrages hydro-électriques, et pour 1,1 % de charbon.

Répartition des sources d'énergie 2012



La répartition des sources d'électricité change radicalement à cause de l'importation d'électricité dans les régions frontalières par des lignes à moyenne tension, et par l'importation

MV Connection Points from Neighboring Countries



d'électricité par des lignes à haute tension pour les régions à forte demande (220 kv pour Vietnam—Phnom Penh, 115 kv pour Thaïlande—Siem Reap, Banteay Meanchey etc ...).

Il faut compter aussi avec le très fort potentiel du Cambodge en matière d'hydro-électricité : environ 10 000 MW, dont environ 10 % sont actuellement en construction. Si tout ce potentiel était construit, le Cambodge pourrait exporter plus de 4000 MW vers 2020.

(La construction des deux très grands barrages sur le Mékong, Stung Teng (980 MW) et Sambor (2 600 MW, ou plutôt 465 MW) est cependant incertaine pour des raisons d'environnement. *ndlr*).

Et l'énergie nucléaire ? Pas de décision avant 5 ans ("Electricité options pour le long terme", Ty Norin *cn* 304);

Centrales et transport en 2020



Centrales hydroélectriques et centrales au charbon 2011—2020 source MIME

Projets existants

No.	Power-Project	Install Capa.MW	IA/PPA/LA	Company	Country	COD	Achievement
1	Kirirom I	12	BOT	CETIC	China	2001	100%
2	Chhum	1	-	EDC	Cambodia	2002	100%
3	Coal plant	10	BOO	CIIDG	China	2010	100%
4	Kamchay Hydro	194.1	BOT	Sinohydro	China	2011	100%
5	Kirirom III	18	BOT	CETIC	China	2012	100%
6	Atay Hydro	120	BOT	CHD	China	2013	100%
7	Coal Power Plant	100	BOO	CEL	Malaysia	2013	100%

Projets en construction

No.	Power-Project	Install Capa.MW	IA/PPA/LA	Company	Country	COD	Achievement
3	Coal Power Plant	270	BOO	CIID	China	2014	74
5	Lst. Russei Chhrum	338	BOT	China Huadian	China	2014	85
6	Tatay Hydro	246	BOT	Sinohydro	China	2015	85

Projets jusqu'en 2020

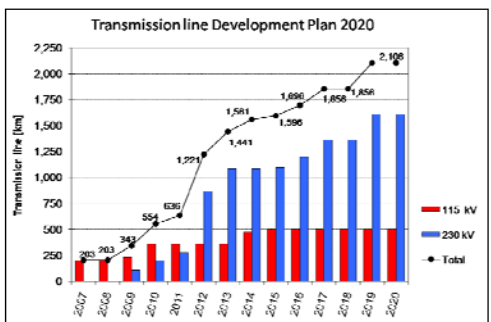
No.	Generation Expansion Plan	Fuel Type	Install Capa.MW	COD
1	Kamchay Hydro Power Plant	Hydro	194.1	2011
2	Kirirom III Hydro power Plant	Hydro	18	2012
3	Stung Atay Hydro Power Plant	Hydro	120	2013
4	200 MW Coal Power Plant (I) in Sihanouk Province - Phase 1	Coal	100	2013
5	Stung Tatay Hydro Power Plant	Hydro	246	2013-2014
6	Lower Stung Russei Chrum Hydro Power Plant	Hydro	338	2013
7	700 MW Coal Power Plant (II) -Phase 1	Coal	270	2014
8	700 MW Coal Power Plant (II) -Phase 2	Coal	100	2015
9	700 MW Coal Power Plant (II) -Phase 3	Coal	100	2016
10	200 MW Coal Power Plant (I) in Sihanouk Province - Phase 2	Coal	135	2017
11	Lower Se San II Hydro Power Plant	Hydro	400	2017
12	700 MW Coal Power Plant (II) -Phase 4	Coal	100	2017
13	Stung Chay Areng Hydro Power Plant	Hydro	108	2017
14	700 MW Coal Power Plant (II) -Phase 5	Coal	100	2018
15	Lower Se Pak III + IV Hydro Power Plant	Hydro	366	2018
16	Add 700 MW Coal Power Plant at Offshore	Coal	200	2019
17	Sambor Hydro Power Plant	Hydro	450	2019
18	Coal Power Plant (III) or Gas Power Plant	Coal/Nature Gas	400	2020
Total			2,747.1	

Transmission de l'électricité

L'objectif est qu'à terme il n'y ait qu'un seul grand réseau au Cambodge. Cela ne peut être obtenu que par étapes. Il s'agit de milliers de km de lignes à haute, moyenne et basse tension.

Pour les villages actuellement non desservis par le réseau, l'objectif est que des lignes à basse tension alimentées à partir du réseau remplacent les centrales diesel existantes. L'électricité venant du réseau utilisera les «réseaux diesel» existants. EDC est donc favorable à ces réseaux, en favorise la création, et compensera les investisseurs privés lorsque le réseau prendra le relai du générateur diesel (Bun Narith, président d'EDC *cn* 295).

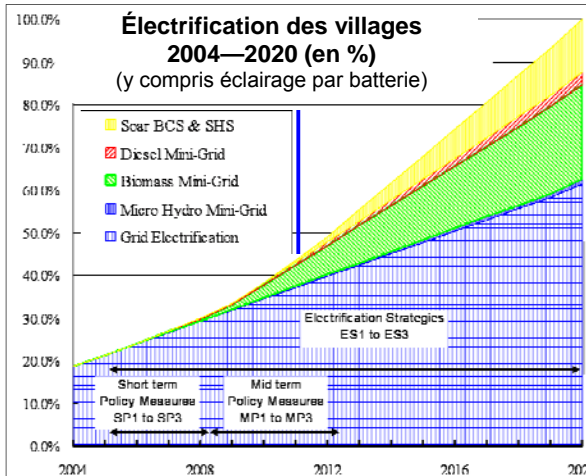
Parmi les bailleurs de fonds : *China Exim-bank* 1772 km de lignes MV et 460 transformateurs; *KWV* 500 km de MV et 150 transformateurs; *AUS-AID/EDC* 220 km MV, 77 transformateurs, 400 km LV etc...; *ADB* et *OFID* 2 110 km MV et 300 transformateurs; *Gouvernement/AFD* 4 750 km MV et 1 540 transformateurs (voir AFD p. 12).



Électrification rurale : réseau, énergie solaire et biomasse

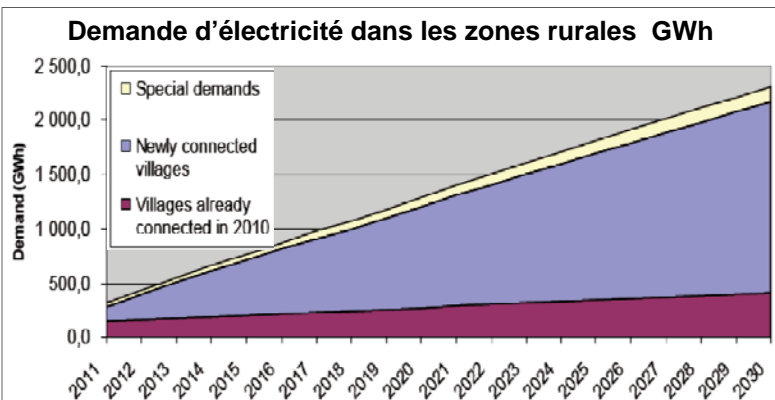
Le réseau national s'étend très rapidement, mais il ne pourra pas atteindre tous les 14 100 villages, tous les foyers ruraux avant longtemps. Actuellement, il dessert un peu plus de la moitié des villages (Ty Norin, *cn 295*). En 2030, selon l'étude de l'IED (*cn 305*) le réseau desservira 95 % des villages et environ 60 % des foyers.

En attendant, la majorité des foyers qui ne sont alimentés ni par le réseau ni par un mini-réseau local au fuel ont de l'électricité par une



On voit la forte croissance de l'alimentation par le réseau (en bleu) la faible part des mini-réseaux diesel, la forte augmentation de l'alimentation par mini-réseaux de biomasse dont la production pourrait être en 2020 nettement plus importante que celle de l'énergie solaire. Le solaire diminuerait jusqu'à ne représenter que 1,3 % de la consommation des villages en 2030, et les « nouvelles stations solaires » (avec diesel) 2,6 %, selon l'étude de l'IED.

L'alimentation par mini-réseaux de micro-hydraulique reste très faible (0,2 % en 2030, IED).



batterie de voiture. Elle peut alimenter deux ou trois lampes led, un poste de télévision noir et blanc, recharger les téléphones. Coût de la batterie neuve : 50 dollars; il faut la recharger toutes les semaines ou tous les 10 jours, coût 2000 riels.

L'AFD et l'énergie solaire

L'Agence Française de Développement prépare un important projet concernant l'énergie solaire en milieu rural. Il s'agit d'aider des foyers qui ne sont alimentés en électricité ni par le réseau ni par aucun autre système à obtenir un prêt financier à de bonnes conditions pour qu'il puissent acquérir l'équipement.

Les sommes consacrées à ce projet seront de 4 à 6 millions d'euros en crédits, s'y ajouteront 2 millions d'euros de subventions. Lorsqu'il sera pleinement réalisé, ce sont de 40 000 à 60 000 foyers qui se trouveront alimentés par de l'électricité d'origine solaire.

Il faut d'abord choisir les zones d'intervention : pas loin de Phnom Penh, et non desservies par le réseau avant 3 à 4 ans.

Nous cherchons donc deux ou trois établissements de micro-finance, nous dit le directeur de l'AFD Cambodge A. Pouillès-Duplaix, et des fournisseurs de matériels comme *Solar Home System*, SHS, qui aient un réseau d'après-vente et d'entretien. Nous attachons beaucoup d'importance à la maintenance.

Un autre aspect de cette aide est d'accorder des lignes de crédit aux fournisseurs, pour les aider à se structurer et à assurer l'entretien du matériel.

Nous en sommes à l'étude de faisabilité, réalisée par le groupement *Horus* et *Artelia*, aux côtés du Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie. Le projet aura un gestionnaire, qui pourrait être, après appel d'offres, l'IED, ou Picosol, ou SNV ... L'Union Européenne doit accorder une subvention qui permettra d'approcher les clients.

Le conseil d'administration de l'AFD doit donner son accord au projet le 13 octobre. Il pourrait être mis en route d'ici 3 à 6 mois.

Les interventions de l'AFD pour l'énergie solaire sont l'un des trois volets de son action entreprise aux côtés des autorités : - l'AFD aide l'électricité du Cambodge à installer au total 400 km de lignes à haute et moyenne tension (Kompong Cham—Kratie par exemple); - elle accorde à la *Foreign Trade Bank* une ligne de crédits destinés à de petits opérateurs pour l'eau et l'électricité en zones rurales (voir *Les mini-réseaux d'eau potable* du GRET (*cn 298*), *Les 1001 Fontaines* *cn 314*); - et elle intervient en faveur de l'énergie solaire. ■

Les diverses « énergies renouvelables », solaire, biomasse, mini-réseaux d'énergie hydro-électrique doivent en principe revenir moins cher que le fuel et le diesel et que la batterie.

Ces procédés sont nouveaux, expérimentaux, n'existent que parce qu'ils sont subventionnés. On en parle beaucoup à cause de leur nouveauté, mais selon l'étude de l'IED les énergies renouvelables ne desserviront encore en 2030 que 5,2 % des villages et moins de 1 % des foyers.

Pourquoi les investisseurs éventuels dans des mini-réseaux sont ils hésitants ? Parce que le réseau les « rattrape » avant qu'ils aient amorti leur investissement. Parce que la rentabilité, lorsque les habitations sont éloignées les unes des autres, est très incertaine: le réseau est coûteux à installer, à entretenir, les consommations sont très faibles « *Dans la campagne, pour 1 km de ligne on peut avoir 5 foyers qui consomment 5 kw par mois. A Phnom Penh on a 50 foyers qui consomment 50 kw par mois* » (Ty Norin, *cn 295*).

D'autre part il faut pour chaque mini-réseau un responsable du fonctionnement et de l'entretien,

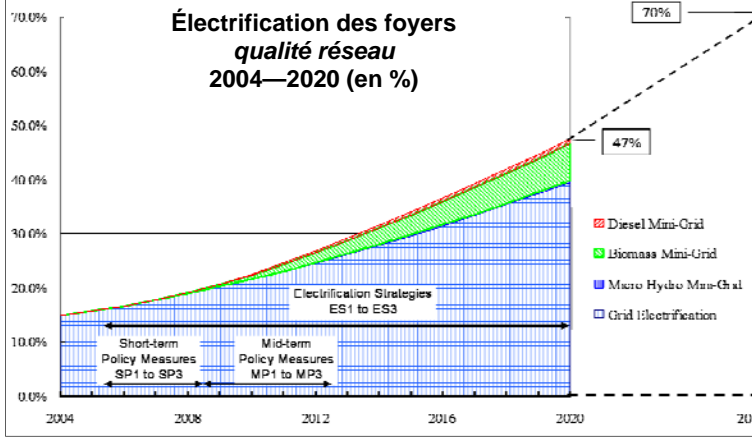
Le solaire

Il existe maintenant de nombreuses installations dans des foyers individuels, portées par quantité de bailleurs de fonds et d'ONG qui aident financièrement les utilisateurs avec des organismes de micro-crédit. L'IED par exemple doit installer 12 000 systèmes solaires dans 7 provinces (*cn 305*).

Des exemples concrets :

- panneau de 5 watts, 12 volts. 4 heures d'éclairage avec 4 lampes, 25 heures avec 2 lampes. Coût 120 dollars y compris batterie, contrôleur, câble. Durée de la batterie 2 ans (*cn 291*)
- panneau 50 watts qui alimente 4 lampes, la télévision, la

Sur l'électrification rurale : - « Énergies renouvelables, électrification rurale » Dr Sat Samy *cn 283*; - L'énergie solaire, 5 professionnels, *cn 290* et *291*; - Réseau, électrification rurale Bun Narith *cn 295*; - R. Vaillant *cn 299*; - Etude dite SREP de l'IED (*Innovation, Énergie, Développement*) sur l'électrification rurale *cn 305*; - Le solaire en pratique *cn 319*; -



recharge des téléphones : 225 dollars si l'on paie cash (avec deux lampes et un an d'entretien gratuit) et 243 dollars en leasing, sur 4 ans (cn 319).

- 50 watts : 366 dollars le panneau, et 266 si l'on paie cash.

En fait il y a encore beaucoup de variables : le prix des panneaux photovoltaïques diminue; on fait des expériences de couplage du solaire avec le diesel (nouveaux générateurs de meilleur rendement). On étudie aussi des « stations solaires » villageoises, BCS, couplées avec le diesel : les foyers qui utilisent une batterie de voiture la rechargent en principe à un coût bien moindre dans une « centrale solaire » villageoise. La formule est contestée. Solaire individuel, solaire villageois : il est trop tôt pour faire le bilan.

Grosses installations solaires

Brecht Vanderlaan *chef de projet Comin Khmère*

Notre spécialité, plutôt que l'équipement de maisons individuelles, c'est celui d'installations importantes, écoles, usines, ... Nous avons par exemple installé un système de 150 kW, c'est l'équivalent de 1 500 maisons individuelles. Un tel projet demande une vingtaine d'ingénieurs, et des gens sur place. Le coût, à environ 2 500 à 3 000 dollars par kWh, est d'environ 400 à 500 000 dollars.

Notre atout, c'est notre expérience. Nous avons déjà équipé une usine, une ONG, une école à Siem Reap, des hôtels (pour l'eau chaude). D'ici la fin de l'année nous aurons réalisé 2 autres opérations de grande capacité.

Les panneaux : la plupart sont fabriqués en Chine. Ceux qui viennent d'Europe sont plus chers, mais la différence n'est pas très grande. Il en existe plusieurs qualités, on a intérêt à

ne pas rechercher systématiquement le tarif le moins cher. Les panneaux nous arrivent avec toutes les garanties nécessaires. Le prix des panneaux diminue, c'est que la fabrication en grandes quantités est maintenant très automatisée.

Le marché des grands équipements solaires se développe rapidement. Nous n'avons besoin de faire aucune prospection, pas de marketing, les demandes nous arrivent toutes seules, et nous en avons plus que nous ne pouvons traiter. L'alliance diesel—solaire permet d'importantes économies.

L'équipement de maisons individuelles (*Solar Home System*) est coûteux parce que les gens n'ont pas l'initiative de s'équiper eux-mêmes, ni les moyens. Il faut faire beaucoup de visites dans des lieux éloignés, passer beaucoup de temps, établir une aide financière, tout cela pour un profit très faible, et une seule visite d'entretien dans un lieu éloigné supprime ce profit ! Ces équipements ne se feraient pas sans aide extérieure. Pourtant un système solaire individuel, c'est l'idéal, les gens sont indépendants, ils n'ont pas à transporter leur batterie, l'investissement est amorti en 5 à 10 ans ...

Les centrales solaires pour recharger les batteries ce n'est pas un bon système pour une raison de timing. Un mini-réseau hybride, solaire/diesel, oui. Et lorsque le réseau national arrive, il peut utiliser ce mini-réseau.

Vendre de l'électricité au réseau

Un grand progrès qui reste à réaliser, dit Brecht Vanderlaan : autoriser les utilisateurs importants à vendre à EDC l'électricité qu'ils produisent en trop, comme cela se fait couramment en Australie, en Europe. Ils pourraient de cette façon diminuer beaucoup le coût de l'énergie consommée, voire

le réduire à rien, et même faire des bénéfices ! Cela changerait beaucoup l'efficacité de tout le système. Mais la loi ne l'autorise pas encore.

Solaire plutôt qu'hydraulique ?

A mon avis, dit Brecht Vanderlaan, à long terme le solaire sera compétitif avec l'hydraulique. Il faut considérer le coût énorme des grands barrages et les coûts entraînés par le déménagement des gens, les dégâts causés à l'environnement ...

1 521 208 foyers sont à électrifier. Le coût moyen de l'installation varie beaucoup selon les procédés. Selon ce tableau : 280 000 \$ par solar BCS, 300 000 par extension du réseau; 400 000 par SHS (*Solar Home System*); 430 000 par biomasse; 950 000 par micro-hydraulique.

Coût moyen 480 000 par foyer. Total 733,4 millions \$.

Il n'y a pas ici de catégorie solaire/diesel.

systèmes et coûts de construction

Energy Source	Number of Villages	Number of households	Number of households to be electrified	Installed Capacity (Kw)	Construction Cost (x1,000 US\$)	
				Total	Total	Estimated cost per household
Grid Extension	753	208,520	208,256	42,000	62,660	300
Solar BCS	1,720	237,570	166,066	6,457	62,661	280
Individual SHS (planned by the WB)	-	-	12,000	-	4,800	400
Mini-grid						
Micro hydro						
Hybrid (micro hydro and biomass gasification)	137	16,561	14,833	2,076	14,606	950
Biomass gasification	3,071	501,636				
Grid extension or Biomass gasification	3,257	504,367	504,644	104,644	342,537	430
Diesel	382	68,390				
Grid extension or Diesel	1,200	202,222	202,222	37,333	37,333	300
Sub Total	11,205	1,834,428	1,521,208	194,740	584,200	370
Indirect costs (Sub Total x 36%) (including the administrative management, technical and operational supports, and reserves)					169,290	110
Total	11,205	1,834,428	1,521,208	194,740	733,460	480

Archéologie préventive

Pierre Bâti

FOUILLES à SIEM REAP

2ème partie

Problématique et objectifs scientifiques

L'état de la connaissance des sites intégrés dans ce projet est, comme nous l'avons vu, très inégal : Prasat Trapeang Ropou est assez bien documenté. Les analyses radiométriques, l'étude de la céramique comme l'approche stylistique et la traduction des inscriptions confirment une installation probable sous le règne du souverain Rajendravarman au milieu du Xe siècle, l'occupation se poursuivant jusqu'au milieu du XIIe siècle au moins.

Pour les autres sites, nous n'avons que des connaissances sporadiques et lacunaires. Leur datation est souvent indirecte, jamais précise, sauf à Trapeang Thlok grâce aux analyses radiométriques et à l'étude de la céramique.

Deux périodes plus ou moins distinctes semblent se dessiner : des fondations au Xe siècle, peut-être précoces, comme Trapeang Ropou.

Ces ensembles s'inscrivent dans des espaces fonciers homogènes et isoclines. Des fondations plus modestes ne présentant pas de vestiges monumentaux et dont les espaces fonciers, moins homogènes, semblent accolés aux limites préexistantes des gros ensembles du Xe siècle. En l'état actuel des connaissances, ces groupes ne remonteraient pas au-delà de la fin du Xe siècle.

Ces décalages chronologiques et morphologiques sont à l'origine du questionnement motivant ce programme de recherches. Ils posent la question du statut de ces différents sites, de leurs habitants et de leurs interactions.

Parcellaire et espace foncier

Le terme d'« espace foncier » reste à pondérer : il renvoie à des notions fiscales et/ou juridiques avérées dans le cas de Prasat Trapeang Ropou (querelle de bornage entre Ropou et Vnam Kantal : inscription K 690), mais purement spéculatives en l'état des connaissances pour les autres sites. Ces territo-

res correspondent à un ancien état d'appropriation de l'environnement, centré sur des temples, dont la mesure pourrait être considérée comme la distance de la maison aux champs. À l'intérieur de ces espaces, la dispersion de l'habitat ainsi que la forme et la contenance des parcelles paraissent induites par des contraintes techniques liées aux pratiques agricoles et au caractère diachronique de ces ensembles parcellaires entre eux.

À ce stade du raisonnement, l'apport de la géo-archéologie, combinant une analyse géomorphologique et pédologique, est important. L'étude géomorphologique nous renseignera sur les choix d'implantation des habitations au regard des ressources naturelles, hydriques et agricoles, du milieu.

Parallèlement, l'étude pédologique permettra de faire la part des caractéristiques naturelles des sols et celles héritées de son anthropisation. Il est donc crucial, afin de déterminer quelques-unes de ces interactions, de pouvoir sonder mécaniquement des intersections de digues et de diguettes offrant le plus de chance de livrer des informations sur ce phasage et ces contraintes. L'étendue des investigations correspond à une zone de 10,55 km² intégrant l'aéroport et les terrains afférents.

En complément de ces sondages ciblés, des relevés topographiques au sol, une couverture photographique aérienne et l'utilisation du Lidar (*Light Detection and Ranging*), permettront la réalisation d'un modèle numérique de terrain précis, illustrant cette organisation du territoire.

Sanctuaires et habitats

À l'échelle des sites étudiés, les résultats des fouilles des tertres permettront d'aborder les questions liées à la constitution et à l'organisation de l'habitat. Il est nécessaire de rappeler qu'en un siècle d'archéologie à Angkor, les questions liées à l'habitat n'ont que très rarement été abordées.

La fouille des sanctuaires et des habitats permet d'espérer apporter des connaissances nouvelles sur l'architecture en matériaux périssables, à l'image du temple en bois de Trapeang Thlok. La fouille exhaustive de plusieurs tertres d'habitat et les sondages sur les berges des grands *trapeang* permettront d'aborder la question de l'habitat de manière globale, en menant une réflexion sur l'organisation, le déplacement et l'extension de celui-ci autour des différents sanctuaires. Le projet vise une approche globale, considérant le temple et le village à l'intérieur d'un territoire, lui-même influencé par des limites préexistantes et contraignantes. ■

[suit une longue liste de travaux relatifs aux sujets traités par l'auteur]

La presse quotidienne en péril

L'article sur la presse paru dans cn 322 a suscité un intérêt manifeste. Nous reproduisons donc ci-après un encadré concernant la presse française qui avait été écarté dans cet article faute de place.

Trois kiosquiers situés à Paris, bd. Saint Michel, c'est à dire en plein quartier latin, ont des témoignages tout à fait concordants (août 2013) :

- oui la vente des quotidiens baisse continuellement et cette baisse semble s'accroître. En dehors du mois d'août où les ventes sont toujours plus faibles, je peux dire que depuis peut-être 18 mois les ventes du *Monde* sont passées d'environ 100-110 exemplaires par jour à environ 60—70, celles du *Figaro* et de *Libé* d'environ 60—70 à 20 ou 25. Les jeunes n'achètent pas de quotidiens. Les magazines baissent aussi. Les hebdomadaires baissent mais résistent plutôt mieux. Que faire pour compenser cette diminution ? Au mois d'août je vends des quotidiens étrangers aux touristes, des cartes postales, des guides, des stylos, mais même cela se vend mal, les étrangers dépensent très peu.

- je fais ce métier depuis 13 ans. Je pense que la baisse des ventes de quotidiens vient de ce que l'on trouve tout gratuit, des journaux gratuits sont mis à disposition aux entrées de métro sans respecter la distance réglementaire de 50 m avec un kiosque; et la baisse vient évidemment d'internet qui reproduit les journaux et même les revues plus chères comme *Geo*, comme le *National Geographic* que l'on peut donc avoir gratuitement au lieu de payer 6 euros. Même le X ne se

vend plus, par exemple *Hot* qui contient 3 DVD gratuits, et vendu 7,90 euros au lieu de 10,9 ! Certains hebdomadaires résistent mieux que d'autres. Le « hors-presse » se vend mal aussi.

Tout de même on peut penser que cette grande ruée vers l'information numérique va ralentir, qu'il y aura un rééquilibrage avec la presse papier, que les meilleurs journaux survivront.

- La baisse des ventes des quotidiens est d'au moins 6 à 10% par an et elle s'accroît. *Le Monde* résiste mieux que les autres, mais on peut maintenant l'avoir livré chez soi par abonnement pour la moitié du prix d'achat au n° ! On trouve *Libé* gratuit à la sortie de certains cinémas ! Est-ce que *Libé* pourrait disparaître vers la fin de l'année ? Ce n'est pas impossible ... à moins d'un rachat par quelque riche organisme ! On dit que la société SPPS qui nous livre les journaux a 60 millions d'euros de dettes ... Nous les kiosquiers nous travaillons plus de 12 heures par jour, et nous ne touchons que 18 % hors taxes du chiffre d'affaires, et il faut payer le loyer à la Mairie, la TVA... en réalité on travaille pour l'Etat !

En province : situation identique. Par exemple pour le *Midi Libre* : « il est maintenant porté à domicile moins cher que si on l'achète au numéro, bien sûr que nos ventes baissent ! dit un libraire. « De tous les journaux de province un seul, *Le Télégramme de Brest*, a augmenté son lectorat, dit Jean Yves Vif, tous les autres perdent des lecteurs ».

Restent des « niches », journaux très spécialisés, par exemple magazines féminins qui privilégient l'image et recherchent un lectorat au pouvoir d'achat élevé de façon à attirer les annonceurs.

Mais lorsque l'essentiel d'un journal est la publicité, s'agit-il encore de presse ? C.N.



LIVRES

James C. Scott

ZOMIA L'art de ne pas être gouverné

Claude Lévi Strauss avait déjà taillé dans les idées reçues concernant les peuples très anciens, montrant qu'ils n'étaient pas si primitifs que cela, que bien au contraire à ces sociétés très lointaines et très archaïques « on doit la »révolution néolithique», l'agriculture, l'élevage, la poterie, le tissage ... arts de la civilisation auxquels nous n'avons, depuis huit mille ou dix mille ans, apporté que des perfectionnements ». Il ajoutait « ce sont ces sociétés que nous égalierions volontiers aux peuples sauvages d'aujourd'hui qui ont accompli dans ce domaine les progrès les plus décisifs ». (« Race et Histoire », 1952).

S'intéressant aux peuples sauvages d'aujourd'hui, l'auteur de Zomia prolonge en quelque sorte le propos de Lévi Strauss. Lui non plus ne manque pas d'audace. Sa thèse, défendue sur 439 pages sans compter 79 pages de notes et références serrées c'est, en simplifiant un peu, que les peuples sauvages d'aujourd'hui ne sont pas nos ancêtres mais des fuyards, des fugitifs, qui depuis deux millénaires ont voulu échapper à l'autorité centrale, se soustraire aux diverses formes d'oppression des Etats.

Ces insoumis se sont réfugiés sur les hauteurs, où l'on pouvait moins les atteindre, et ont développé toutes sortes de procédés, cueillette, cultures sur brûlis, pastoralisme, dispersion dans des régions accidentées, dans des zones refuges morcelées, ... cultures complexes, différentes, le plus souvent orales et donc insaisissables. Ces procédés et ces cultures ont contribué à maintenir à bonne distance les pouvoirs étatiques, c'est-à-dire le travail forcé, les razzias et l'esclavage, la fiscalité, la conscription ...

Zomia : c'est un terme nouveau désignant une très vaste zone, 2,5 millions de km², qui va du nord-est du Vietnam au nord-est de l'Inde, en passant par 4 provinces chinoises, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, la Birmanie, le Bangladesh, les Philippines, environ 100 millions de gens, minorités qui présentent une « sidérante variété ». Leur caractéristique commune : ils sont tous loin des centres étatiques.

Il y a dans le monde bien d'autres minorités mal intégrées dans les Etats, qui évitent l'autorité, il y en a partout observe l'auteur, des Tziganes, des Cosaques, des Philippins, des Bédoins, des Berbères, des Mongols, des esclaves marrons de Haïti, ... les exemples surabondent. Mais Zomia est la zone d'insoumission la plus vaste, et elle est menacée de disparition sous l'effet des « techniques destructrices à distance » que sont les routes, les chemins de fer, le téléphone, l'aviation et l'hélicoptère, et les techniques de l'information. Les populations des plaines engloutissent les hauteurs ...

L'important, le message de James C. Scott, est que ces résistants ne sont pas des barbares, des primitifs, mais des gens qui ont fait des choix politiques et ont développé des stratégies de résistance. Professeur de sciences politiques et d'anthropologie à Yale, il a pleinement conscience que sa thèse va provoquer des controverses, de l'irritation, et manifestement combatif, il s'y prépare, s'en réjouit même peut-être. Il est prêt à en rajouter, parle d'une Zomia maritime, ces peuples de la mer souvent pirates qu'il n'a pas encore eu le temps d'étudier, il laisse ce travail à de jeunes collègues.

Ainsi résumé, ce livre paraît simple. Il ne l'est pas du tout, C'est le résultat d'une énorme documentation, d'années de recherches, et du plaisir, on peut croire, de tracer des pistes nouvelles dans des brousses encore peu explorées.

Idee centrale : l'Etat est un système prédateur. L'espace étatique idéal, c'est un espace parfaitement adapté à l'appropriation des richesses.

Les Etats se constituent sur des surfaces atteignables par les moyens de transport disponibles : la marche à pieds, la charrette à bœufs, les chevaux de trait... ces distances va

rient considérablement selon la nature du sol (forêts, marécages, ...), selon la saison (les grosses pluies empêchent le déplacement de forces importantes), et selon l'altitude. Au-delà de ces distances un Etat ne peut faire que des expéditions temporaires, pour s'emparer des récoltes, ou razzier des esclaves, pour maintenir les populations lointaines sous son autorité, pour les contraindre à payer tribut. C'est pourquoi les dernières poches de sauvages d'aujourd'hui se trouvent sur les hauteurs, dans les forêts, loin des moyens de communications modernes –qui les rattrapent.

Certaines richesses sont plus facilement « appropriables » que d'autres, les céréales par exemple, le riz surtout, que l'on amasse au moment des récoltes, et qui se conservent bien. Et ces cultures utilisent une main d'œuvre abondante, liée au sol : concentration de la richesse, concentration de la population, ce sont les conditions les plus favorables à l'établissement de l'autorité, qui tire sa force des impôts, du travail forcé, et ainsi selon l'auteur se sont formés des « Etats-rizières » (dont on retrouve le principe bien ailleurs que dans la Zomia et hors des régions à rizières).

C'est pourquoi les insoumis, les statofuges, sont dispersés, prêts à se déplacer, ils veulent échapper aux recensements, ils ne veulent pas « figurer sur la carte » comme les Hmongs, c'est le cas par exemple des groupes wa, akha, lahu, lisu, khamu, palaung, padaung, lamet et certains groupes karènes ... Les Akhas représentent, estime l'auteur, le type même des groupes qui refusent l'Etat, qui « ne s'inclinent devant personne ».

En fait les situations sont très variables. Certains de ces groupes ont été tout au long de l'histoire partiellement étatisés, incorporés dans les populations des basses terres (Karènes, Lahu, Hmong). Il y a eu bien avant les luttes contre les colonisateurs, alternances de périodes de révoltes très dures contre les Etats, et de fuite. On peut ajouter que les luttes entre le pouvoir central et les groupes insoumis sont loin d'être terminées, aux frontières de la Thaïlande par exemple.

Il faut voir aussi pour mieux rendre compte d'une situation très complexe que « les fugitifs des vallées n'ont cessé d'alimenter la démographie des collines et les peuples des collines ont été assimilés par les populations des vallées. En dépit des circulations massives et à double sens, la ligne de démarcation entre les collines et les vallées demeure ».

Une observation parmi d'autres : le christianisme est apparu à certains groupes comme une « modernité alternative et à certains égards oppositionnelle. Le christianisme a ainsi rencontré un succès extraordinaire lorsqu'il s'est agi de convertir les peuples des collines de la Zomia (...) Il traduit une identité moderne qui confère une unité et une dignité que le reste du monde refuse de reconnaître, nouvelle identité qui contient la promesse de l'alphabétisme et de l'éducation, de la médecine moderne et de la prospérité matérielle ». Et puis « le christianisme est un instrument puissant qui permet d'ouvrir un espace pour de nouvelles élites ».

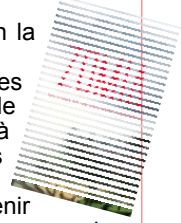
L'auteur, dont on devine la grande sympathie pour ces groupes insoumis aux Etats, cherche à les réhabiliter dans l'esprit des « civilisés ». Pour les populations des vallées, ces gens sont des primitifs, des pré-civilisés. Hé bien ils ne sont pas selon lui des « pré-quelque chose », « il serait plus juste de les considérer comme des peuples « post-riziculture », « post-sédentaires », « post-sujets » et peut-être même comme « post-lettrés ». « Dans la longue durée ils incarnent un rejet délibéré de l'Etat dans un monde d'Etats (...) »

Pour corriger la bévue des gens des vallées « il suffirait de remplacer civilisés par sujets de l'Etat et non civilisés par non assujettis ».

La thèse de James C. Scott vous agace, vous irrite ? Il y compte bien.

C.N.

Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné,
par James C. Scott. Traduit de l'anglais,
530 p., notes, glossaire. Seuil, 2013





Intégration CCFC—Eurocham

La Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne et l'Eurocham vont bientôt travailler plus étroitement, les membres de ces deux organismes en

ont décidé ainsi (sur les raisons et les modalités de cette intégration voir Eric Mousset *cn 320*, Dominique Catry *cn 321*).

Il s'agit des locaux : la directrice de l'Eurocham et son assistante, viendront s'installer très prochainement au siège de la CCFC. Et il s'agit surtout des activités respectives. Il reste à les coordonner. L'Eurocham pourrait être chargée plutôt des relations avec le gouvernement, et la CCFC des activités dont elle a l'expérience.

Il est clair que la CCFC entend conserver son indépendance et faire valoir, face aux Allemands et aux Britanniques, le nombre de ses membres, sa longue expérience, ses activités (comme le Forum des Carrières), et ses actifs : elle ne veut pas se trouver diluée dans une entité anglophone mais conserver sa spécificité.

Parmi les questions en suspens : les Britanniques ne veulent pas entrer en groupe dans l'Eurocham, ne veulent pas payer la cotisation correspondante -tout en laissant leurs membres libres d'y adhérer à titre personnel. Dans ces conditions, dit la CCFC, il ne devrait pas avoir de sièges au conseil d'administration ... Pour que cette nouvelle configuration fonctionne, reste donc à réaliser quelques mises au point.

Tout ceci n'est pas anodin, L'Union Européenne serait disposée à accorder d'importantes subventions à des organismes au Cambodge pour y conforter sa présence (voir l'ambassadeur de l'UE au Cambodge Jean-François Cautain *cn 319*) et l'on s'intéresse bien évidemment à la future répartition de ces subsides. La CCFC entend rappeler son existence.

Don Sahong

Les travaux sur le barrage de Don Sahong, côté laotien des chutes de Khone, commenceraient en novembre. Les mises en garde contre les dégâts causés par ce barrage, 360 MW, qui barrerait un des canaux principaux du Mékong à 1 km en amont de la frontière ont été très nombreuses. Voir notamment : Sin Niny vice-président du Comité du Mékong (*cn 280, 287*); Eric Baran chef de projet du *World Fish Center* (*cn 264, 280* carte de Don Sahong, « L'électricité ou la pêche ? » *cn 288*, « Attention au Mékong ! » *cn 290*; Ty Norin, président de l'Autorité nationale de l'Electricité (*cn 304*); Seng Tiek, chef de projet WWF (*cn 287*). Le WWF demande une réunion d'urgence

DIVERS

de la Commission du Mékong,

formée du Cambodge, du Laos, de la Thaïlande et du Vietnam. En principe un pays ne peut pas barrer le Mékong sans l'accord des autres membres de la Commission.



Lycée Descartes : agrandissement

Les travaux prévus, qui doivent commencer en novembre, comportent la rénovation des trois bâtiments existants, nous dit le chef de projet Sophie Chabanon-Pouget, et la construction de trois nouveaux bâtiments sur une surface d'environ 3000 m², ce qui doublera à peu près la surface totale du Lycée Descartes. Les nouveaux bâtiments comporteront des salles de classe, un gymnase et un ensemble de restauration (cuisines). La fin des travaux est prévue pour 2016. Le nombre des élèves passera de plus de 800 à environ 1200.

Phnom Penh : plan directeur ?

Il n'existe pas de plan directeur à long terme pour Phnom Penh, situation paradoxale pour une ville qui se développe à grande allure. On le regrette à la municipalité, où l'on a oublié qu'un plan d'urbanisme à long terme a été réalisé il y 10 ans par une équipe très compétente dirigée par l'urbaniste Eric Huybrecht, conseiller du gouverneur de Phnom Penh. *Cambodge Nouveau* avait publié ces travaux en détail, dans 7 articles successifs pendant les années 2003 et 2004 : n° 205, 219, 221, 225, 228, 230, 232. Un concours international avait été organisé sur le thème « aménagement du Boeng Kak ». Parmi les impératifs : conserver la surface du lac, le valoriser, en faire un élément majeur dans l'esthétique générale de la ville et déménager le moins possible des 4000 familles riveraines (*cn 205 décembre 2003*).

Le lac est aujourd'hui comblé, les habitants expulsés ont été compensés par une somme uniforme de 8 500 dollars, titre de propriété existant ou non, soit environ 200 \$ par m², alors que le m² atteint environ 1500 \$ aujourd'hui. C'était « cela ou rien », disaient les agents expulseurs, « une offre qu'on ne peut pas refuser » comme disait *Le Parrain*.

Comment aujourd'hui aménager le Boeng Kak ? De mauvais esprits suggèrent que l'on creuse là un lac, qui pourrait être « un élément majeur dans l'esthétique générale de la ville ». Un peu comme le Petit Lac à Hanoï. Un joli lac au cœur de Phnom Penh donnerait de la valeur aux terrains situés tout autour, et la ville, avec l'argent ainsi encaissé, pourrait financer les aménagements (les berges, la voirie ...) et reloger les habitants déménagés. Il vaudrait la peine de faire un plan d'aménagement à 20 ans estime ce mauvais esprit. ■

Errata : certains exemplaires du n° 322 de Septembre portent sur la première page par erreur n° 319, mai 2013; - la photo p. 4 représente le Petit Lac à Hanoï; - dans l'article sur la presse francophone, il fallait mentionner *L'Express* au nombre des hebdomadaires qui résistent le mieux. - dans les références de livres sur la Chine, p. 15 : l'auteur de « *La Chine m'inquiète* » est J.L Domenach (276).

Guide des Routes et du Tourisme 6ème édition

La sixième édition, avec textes et cartes mis à jour et très enrichis, est en chantier. Le Cambodge par régions, sites archéologiques, sites naturels, éco-tourisme, état des routes ... encadrés sur les secteurs économiques, l'histoire, la société, ... Cartes grand format mises à jour. Plus de 140 photos. Réalisé avec l'expérience du terrain et les meilleures sources.

Cette 6ème édition sera en vente comme précédemment à *Carnets d'Asie*, *Monument Books*, *International Book Center*, *Thai Huot Market*, *Phnom Penh International Airport*, *Musée national*, *The Bike Shop*, *Siem Reap International Airport*, *Monument Books à Siem Reap*, à bord du *Tum Tiev*, *Carnets d'Asie à Bangkok*, ...



dîner privé



restaurant climatisé

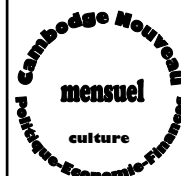


salle de réunion

RESTAURANT, DELISHOP & CATERING
13-15 STREET 57, PHNOM PENH
023 360 801 - 012 951 869
contact@commealamaison-delicatessen.com
commealamaison-delicatessen.com

CAMBODGE NOUVEAU

le journal des décideurs votre meilleur investissement



Publié par la **SERIC**
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel
photos *Cambodge Nouveau* etc ...
distribué par e-mail
depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU

5 rue 41 - BP 836 Phnom Penh
portable 012 803 410
E-mail alaing@cambodgenouveau.info
Archives www.cambodgenouveau.com